

Rapport annuel 2018



Sommaire

Le mot du directeur	3
Carte de visite du CEAS	4
Ceux qui font le CEAS	5
Le CEAS en phase avec l'Agenda 2030	6
Vue d'ensemble des projets	7
Artisanat & énergies renouvelables	8
Assainissement des déchets	10
Filières agricoles durables	13
Sensibilisation de la population	18
Finances	20
Rapport d'audit	22
Contributions reçues	23

IMPRESSUM

Editeur : CEAS - Rue des Amandiers 2 - 2000 Neuchâtel
Rédaction sous la responsabilité de Patrick Kohler
Mise en page : Patrick Kohler
Tirage : 1500 exemplaires
Compte postal pour vos dons : CCP 20-888-7



Climatiquement neutre

Impression

ClimatePartner.com/10170-1906-3988



Le mot du directeur

Tout comme la vingtaine d'ONG suisses qui sont soutenues par le programme de la DDC (Direction pour le développement et la coopération) du Département Fédéral des Affaires Etrangères, toutes les activités du CEAS sont en phase avec l'Agenda 2030 de développement durable. Dans cette dynamique, « synergie et complémentarité dans les actions » sont les maître-mots des ONG engagées dans ce processus à long terme pour atteindre les 17 objectifs présentés en page 6 de ce rapport.

Tout comme moi, vous serez peut-être impressionné.e.s par les résultats chiffrés dans ce rapport 2018. Il relève en effet les dizaines de milliers de personnes qui ont été impactées par les projets du CEAS notamment dans les domaines des énergies renouvelables, de l'assainissement et de la gestion des déchets. Pour ces deux dernières thématiques, l'approche est la même : mobilisation et engagement des collectivités publiques locales, des communes et, pour Madagascar, des Fokontany. Dans ce pays, la conservation des denrées alimentaires concerne prioritairement les familles paysannes. Elles appliquent des techniques agroécologiques que le CEAS et son partenaire, AGRISUD International, ont développées et dont ils font la promotion auprès de « maîtres exploitant.e.s » et d'agro-transformateurs.trices membres du réseau des sécheurs et sécheuses d'Antananarivo. Au Sénégal, ce sont avec les groupements d'intérêts économiques (GIE) ou les coopératives de transformatrices de poissons que le CEAS et ses partenaires stratégiques locaux collaborent. Ceci, en vue d'améliorer la qualité sanitaire du poisson et de réduire les pertes des produits de la pêche grâce à des techniques écologiques pour le séchage et le fumage des produits halieutiques.

Il me paraît important de relever que ce n'est pas parce que le CEAS a renforcé sa collaboration avec des autorités communales engagées, des groupements et des associations paysannes dynamiques que les trois bureaux de coordinations du CEAS à Ouagadougou, à Antananarivo et à Thiès ne sont plus attentifs aux « petits partenaires » : paysans, artisans ou très petits entrepreneurs. Vous le constatez chaque trimestre dans le journal « DECLIC », nous soutenons aussi des actions ponctuelles comme dans le cas de la sécherie Yam Leendé de Geneviève Ouedraogo ou des échanges Sud-Sud de compétences entre Mamadou Ouattara (artisan de Bobo Dioulasso au Burkina Faso) et Seydina Ndoye (menuisier de Thiès au Sénégal). Ces actions demeurent importantes pour soutenir les initiatives de femmes et d'hommes engagé.e.s et dévoué.e.s pour le développement de leur région et de leur pays.

L'augmentation du chiffre d'affaire de 30% avec en prime un résultat légèrement positif de notre exercice 2018 n'a été possible que grâce à l'engagement et à la confiance de tous nos partenaires institutionnels, donatrices et donateurs privés et collectifs. Je tiens à vous témoigner toute ma reconnaissance et vous dire à toutes et tous un immense MERCI.

Daniel Schneider
Directeur

Le CEAS : carte de visite

Vision

Nous rêvons d'un monde où chacune et chacun, à sa mesure, puisse apporter une pierre à l'épanouissement de la société, au développement économique et à la préservation de l'environnement.

Mission

Générer des dynamiques sociales et économiques positives en Afrique, grâce à la co-création et au partage de solutions innovantes et respectueuses de l'environnement.

Affiliations

Le CEAS collabore avec de nombreux partenaires associatifs au Nord, nous sommes notamment membre de:

- La Plateforme suisse des ONG
- Unité, l'Association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement
- Le Réseau ProMad,
- La Plateforme RE-Sources,
- La Fédération neuchâteloise de coopération Latitude 21

Principaux partenaires académiques et techniques

Universités et Hautes Ecoles

Nous collaborons avec de nombreux instituts de recherche et de formation au Nord. Plus particulièrement en 2018 avec : L'Université de Neuchâtel - La Haute Ecole ARC - La HEIG-VD d'Yverdon-Les-Bains - La HES-SO Fribourg - La HES-SO Valais - L'Université de Genève - La HAFL de Zollikofen.

En Afrique, les trois bureaux de coordination du CEAS ainsi que nos organisations partenaires collaborent également avec des centres de recherche et de formation nationaux, notamment dans le cadre de travaux d'études réalisés en binôme avec des étudiants du Nord. L'Université de Ouagadougou, le 2iE, l'Université de St-Louis, l'Université Cheikh-Anta-Diop et l'ITA de Dakar.

Pôle d'experts et étudiants affectés en Afrique

Professionnels de tous bords, les membres de notre pôle d'experts sont une vingtaine à mettre leur expertise à disposition de nos projets. Par ailleurs, plusieurs étudiants ont effectué un travail académique en collaboration avec le CEAS : Olaya Lavilla, Claire de Sibenthal, Nicolas Polasek.

Partenaires stratégiques

Soucieux de mettre en commun nos efforts et notre savoir-faire, nous collaborons avec un nombre croissant de partenaires internationaux pour le pilotage et le financement des projets au Sud. En 2018, les partenariats principaux ont fait l'objet d'accords formels. Nous en profitons pour remercier les organisations suivantes:

Association ADEVE (Suisse), Association ADG (Belgique), Association AGRISUD International (France), Association AMADEA (France), Association Burkinasara (France), Association Yelen (France), Associazione COSPE (Italie), Autre Terre (Belgique), Association Morija (Suisse et France), Kinomé (France), Association Gevalor (France), Association LVIA (Italie), Association Michel.

Partenaires de mise en œuvre en Afrique

Burkina Faso

Association CEAS Burkina, Atelier Soldev, Groupe Waka, Sagrasy consulting, Association Yelemani, Association ADEC, Autre Terre Association Morija

Madagascar

Association AGRISUD International, Association AMADEA, Association PATMAD, Centre médico-éducatif des Orchidées Blanches, Humanité et Inclusion Madagascar, JiroVE, Association AIDER

Sénégal

Eclosio, Association Yelen Sénégal, Association COSPE, ITA, Association PAEDD, Enda Graf - Dakar

Trois associations de soutien



167 membres
Président : François Verdon



107 membres
Président : Marc-Etienne Piot
Membre de la FEDEVACO



57 membres
Président : Nicolas Velebit
Membre de la FGC



Ceux qui font le CEAS

Des collaborateurs sur deux continents

Conseil de Fondation

Président
Philippe Dind (dès 2004)
Ingénieur physicien EPF

Vice-président
Erwin Stucki (dès 2013)
Ingénieur EPF en économie rurale

Luc Meylan (dès 2008)
Avocat notaire

Didier Berberat (dès 2009)
Avocat, Conseiller aux Etats

François Marthaler (dès 2013)
Economiste, ancien Conseiller d'Etat

Philippe Léchaire (dès 2000)
Ingénieur physicien EPF

Marie-Thérèse Bonadonna (dès 2014)
Lic. en Lettres, cheffe du service cantonal neuchâtelois de la culture

Sandra Gibbons (dès 2015)
Conseillère bancaire
BSc. Financial Services

Philippe Vaneberg (dès 2017)
Ingénieur en eaux et forêts

Roland Stähli (dès 2017)
Ingénieur agronome ETH en économie rurale

David Senn (dès 2017)
Master en économie et management international

Les collaborateurs employés par le CEAS en Suisse et dans les trois bureaux de coordination du CEAS sur le continent africain mettent toutes leurs compétences et leur engagement en vue d'atteindre les objectifs du développement durable fixés dans l'Agenda 2030.

EN SUISSE

Daniel Schneider, directeur et chargé de programmes - Patrick Kohler, sous-directeur chargé des relations publiques et de la recherche de fonds - Jean-François Houmar chargé de programmes - Niels Bourquin, chargé de programmes - Elisabeth Zurbuchen, comptable - Letizia Manzambi, chargée de programmes junior - Zeynep Sahin, assistante administrative - Nora Komposch, déléguée pour la Suisse-alsacienne - Nicolas Polasek, délégué pour Genève.

AU BURKINA FASO

Modeste Bationo, chargé de programme national - Boris Compaoré, chargé de projets - Sinali Zella, chargé de projets - Sarah Ouedraogo, comptable - Salif Ilboudo, chauffeur-coursier.

AU SENEGAL

Antoine Di Biase, coordinateur/représentant - Birahima Dramé, chargé de programmes et du suivi évaluation - Selbé Thiam, comptable - Moussa Kébé, chef de projets environnement.

A MADAGASCAR

Joël Maridor, coordinateur/représentant - Nomena Rosoanaivo, chargé de projets - Tojo Randrianarison, chargé de Mission - Mamivola Rakotondrainibe, chargé de projets - Agathe Tsitampihy, comptable - Michel Andriamirija, commercial - Jean-Léon Randrianjia, chauffeur.

STAGIAIRES ET CIVILISTES QUI NOUS ONT ÉPAULÉS EN 2018

Léandre Meyer - Damien Pilet - Frédéric Junod - Julien Gorgé - Olaya Lavilla - Letizia Manzambi.



BÉNÉVOLES RÉGULIERS AU BUREAU DE NEUCHÂTEL

Robert Tripet, Jean-Marc Delley, Christiane Novveraz et Chantal Schiesser

Le CEAS en phase avec l'Agenda 2030 pour le développement durable

Le 25 septembre 2015 les chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté, à l'unanimité, la résolution « Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». Ce programme constitue le cadre de référence global pour le développement durable. Le CEAS et ses partenaires inscrivent désormais leurs actions dans ce qui est désormais appelé « L'Agenda 2030 ».

L'Agenda 2030 pour le développement durable résulte de la fusion de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable et des Objectifs du millénaire pour le développement.

A travers 17 objectifs, ce programme fixe les lignes directrices ainsi que les priorités en matière de développement durable à l'horizon 2030. Ce plan d'action a notamment pour but d'éradiquer l'extrême pauvreté et la faim, de lutter contre la dégradation de la planète et de favoriser la paix et la prospérité.

En tant qu'ONG de coopération au développement reconnue d'utilité publique, le CEAS veille à inscrire ses actions dans ce cadre international. Chacun de nos projets touche ainsi plusieurs objectifs de l'Agenda 2030. Nous contribuons ainsi à un mouvement mondial ambitieux par des actions concrètes de terrain dont la priorité reste la lutte contre la pauvreté dans le respect de l'environnement.

Les quatre domaines d'activité du CEAS : artisanat et énergies renouvelables, assainissement eau et déchets, sécurité alimentaire et sensibilisation sont intimement liés aux 17 « Objectifs de développement durable » de l'ONU. Au bas de chaque page de ce rapport, nous avons illustré les objectifs directement concernés.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Vue d'ensemble des projets

Nos projets s'inscrivent dans une stratégie qui s'étend de 2017 à 2020. Une matrice de suivi nous permet de suivre, d'année en année, l'évolution des résultats en fonction des cibles fixées en début de période. Elle nous renseigne ainsi sur l'impact de notre travail et sur les priorités à fixer. A mi-chemin de ce programme, nous constatons que les principaux indicateurs de cette matrice sont en bonne voie.

Nombre de personnes touchées par pays depuis 2017

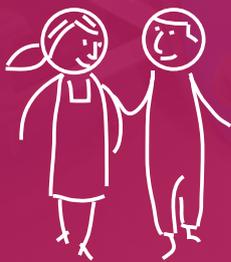


Indicateurs clés du programme 2017-2020

Indicateur	Résultat	Objectif
Nombre de paysan.ne.s qui adoptent des pratiques agricoles durables	3 952	8 000
Nombre de personnes disposant d'un meilleur revenu grâce aux effets de l'appui aux petites entreprises	2 638	3 000
Nombre de personnes s'abonnant à un système de collecte et de traitement des déchets	36 425	60 000
Nombre de personnes qui ont gagné un nouvel accès à une source durable et abordable d'électricité	19 227	50 000
Nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation en Suisse	28 635	50 000



19'227



personnes ont gagné un accès à une source durable d'électricité depuis 2017



6

kiosques solaires et éoliens installés



Innovation & électrification rurale

Artisanat et Energies renouvelables

Parce que 2.7 milliards de personnes ont recours au bois ou au charbon pour cuire leurs aliments et se chauffer.

Parce que 1.3 milliards de personnes n'ont pas accès à l'électricité, ce qui constitue un obstacle majeur à leur développement socioéconomique.

Au cœur de la démarche d'innovation pour le développement du CEAS, le travail avec des artisans mécaniciens, menuisiers et électroniciens profite aux autres bénéficiaires de nos projets : paysan.ne.s, micro-entrepreneurs et services techniques municipaux en tête. Par ailleurs, nos projets d'électrification rurale, ont permis à près de 20'000 personnes de gagner un accès à une source durable d'électricité, dont plus de la moitié de femmes.

Axe historique du CEAS, l'appui technique aux artisans est devenu une activité transversale qui bénéficie à l'ensemble des projets de l'ONG. Les artisans partenaires contribuent au co-développement de technologies ou d'outils utiles, par exemple, aux transformatrices de poissons du Sénégal. Les apprentis qu'ils forment s'impliquent également dans la mise au point de séchoirs améliorés à destination de petites entreprises familiales malgaches. C'est aussi avec eux que les Universités et Hautes écoles partenaires discutent et travaillent lorsqu'il s'agit d'améliorer des outils de collecte et de tri des déchets.

Electrification rurale

Le concept de kiosques énergétiques implantés en milieu scolaire remporte un réel succès. Il s'agit, d'une part, de doter l'école d'un accès durable à l'électricité, améliorant ainsi la qualité de l'enseignement et les résultats des enfants. Et, d'autre part, de louer des lampes rechargeables afin de permettre aux habitants de bénéficier

d'une source de lumière abordable et sécurisée. Le tout est supervisé par une entreprise sociale et solidaire appelée JiroVE.

Après les hameaux d'Amberomanga et de Tsitakondaza sur les Hauts Plateaux malgaches, en 2017, c'est le village de Mahambo, situé sur la côte Est, qui s'est vu doté d'une telle installation en 2018. Le couple de gérant y loue un nombre record de 140 lampes rechargeables.

Autre approche, l'installation de petites centrales hydroélectriques est devenue un savoir-faire important du CEAS et de ses partenaires à Madagascar. Ainsi, des travaux de réhabilitation d'un barrage et la construction d'une conduite forcée ont démarrés en 2018. Munie de deux turbines Banki de 50 kW chacune fabriquées sur place, cette centrale constituera le cœur du réseau électrique en îlot de la commune de Sarobaratra. Ce dernier alimentera en électricité verte les ménages du village ainsi que ses nombreuses rizeries, moteurs du tissu économique local.



Les enfants du village de Tsitakondaza louent des lampes rechargeables à la fin de l'école. Le coût de location est plus bas que l'achat d'une bougie. (Photo : D. Schneider/CEAS)

En revanche, des problèmes techniques ont encore empêché la diffusion des pico-centrales hydroélectriques de 1kW à 3kW imaginées avec la HEIA de Fribourg. Nous redoublerons d'efforts en 2019 pour que cette technologie soit bientôt fonctionnelle.





10
communes
partenaires



36'425
nouveaux abonnés à un
système de collecte des
déchets depuis 2017



La commune de Ndande comme exemple

Eau et assainissement des déchets

Parce que chaque seconde un enfant de moins de 5 ans meurt des suites de diarrhées aiguës, de manque d'accès à l'eau potable ou à des services sanitaires de base.

Parce que le 90% des villes d'Afrique de l'Ouest ne disposent pas d'un système de collecte et de tri des déchets.

Parce que l'accumulation sauvage de déchets représente une bombe à retardement pour la santé publique.

Avec un taux de collecte des déchets de 100% et un taux de tri de 80%, la commune sénégalaise de Ndande fait figure d'exception en Afrique de l'Ouest. Ce succès est à mettre au crédit des groupements féminins et des autorités du village, aux côtés desquels le CEAS s'engage depuis 2013. Autofinancé, le système mis en place est aujourd'hui prêt à prendre une dimension régionale, sous l'impulsion de localités convaincues par l'exemple qu'elles voient en Ndande.

Selon la Banque mondiale, les taux de collectes des déchets dans les zones rurales des pays à faibles revenus sont en moyenne de 9%. En l'absence d'un ramassage régulier, leurs populations abandonnent leurs déchets en pleine rue avant de les brûler. Démunies face à un fléau qu'elles ne savent comment maîtriser, elles en subissent de plein fouet les impacts sur leur santé, sans parler de la contamination des nappes phréatiques et de leurs terres, ainsi que des conséquences sur l'agriculture et le bétail.

C'est dans ce contexte que le CEAS et ses partenaires a mis au point une démarche participative qui repose sur un outil central : le plan communal de gestion des déchets. C'est l'élaboration de ce dernier qui fédère l'ensemble des acteurs locaux autour d'une vision commune pour leur localité. Il permet aux responsables politiques et techniques communaux de s'approprier la problématique des déchets et de définir les contours de leur action, dans un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes : associations de collecte, groupements féminins et PME locales notamment.

La commune sénégalaise de Ndande dispose ainsi d'un système de collecte complet, avec toutes les infrastructures nécessaires. Une analyse financière a démontré la durabilité économique du système, si au moins 70% des abonnés s'acquittent de leur redevance ; un taux qui a fluctué en 2018 65% et 75%. Cet équilibre financier a également été rendu possible grâce à des optimisations opérées dans le traitement des déchets : élargissement de la rampe de tamisage, amélioration du

système de récupération des matières fines etc. Ces changements ont également permis d'améliorer les conditions de travail des employé.e.s. Ils sont le fruit de réflexions d'un groupe de travail réunissant des experts sénégalais et burkinabè ainsi que ceux de la plateforme internationale ReSources, dont fait partie le CEAS. Malgré tout, le système reste fragile et mérite d'être encore suivi pour assurer sa pérennité.

Grâce à un dialogue régulier avec les médias et les autorités, l'expérience de Ndande s'est fait connaître dans tout le pays. De nombreuses délégations de communes, ONG, écoles, universités ou privés viennent y prendre des renseignements pour essayer de s'en inspirer. Dès 2019, le CEAS soutiendra d'ailleurs deux nouvelles communes de la région dans leur démarche de gestion durable des déchets.

Notons encore qu'en 2018, Andoulaye, premier village hors agglomération a été raccordé au système de gestion des déchets de Ndande. Fait remarquable, le 100% des concessions du village se sont abonnés et, au 31 décembre, elles avaient toutes payé leur redevance. Quelle meilleure preuve du besoin et de la motivation des populations concernées ?

Le CEAS est membre de :



Les enfants : ambassadeurs de meilleures pratiques d'hygiène

Au Burkina Faso, huit communes sont désormais partenaires des projets d'appui à la gestion des déchets. Afin de renforcer l'impact des stratégies de lutte contre les déchets sauvages, des actions pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement sont organisées dans les écoles. Leurs élèves deviennent ainsi de véritables ambassadeurs qui s'impliquent en faveur de changements de comportements.

L'appui à la gestion des déchets passe aussi par une sensibilisation des générations futures. Au Burkina Faso, le CEAS travaille avec un réseau d'associations locales et internationales: l'Association CEAS-Burkina, Morija, Re-Sources et Autre Terre. Ensemble, nous touchons huit communes : Saaba, Gourcy, Pô, Yako, Kombissiri, Kaya, l'arrondissement 2 de Ouagadougou et Nobéré. Dans ces localités, des relations privilégiées ont été nouées avec les écoles, afin d'inculquer aux enfants et aux jeunes de bonnes pratiques en matière d'eau potable, d'assainissement et d'hygiène. Les élèves contribuent à la diffusion de ces connaissances dans leurs familles et auprès de leurs camarades. Les actions comprennent la construction et/ou la réhabilitation d'infrastructures d'eau et de latrines, la mise en place de clubs d'éducation environnementale et l'organisation de la gestion des déchets. Ces actions sont envisagées comme des projets d'accompagnement et permettent d'inculquer de bons réflexes, dès le plus jeune âge.

Une école salubre pour les enfants de Zongo

Mais il arrive aussi que des besoins plus urgents se fassent sentir. C'est le cas de l'école St-Dominique du village burkinabè de Zongo. Cette dernière accueille 3200 élèves de différents niveaux, allant du primaire au lycée. Les effectifs ont été multipliés par 10 en moins de vingt ans, ce qui pose un véritable problème d'infrastructures. Les latrines et les points d'eau sont vétustes, alors que le manque de poubelles et l'absence d'une collecte régulière des boues de vidange induisent de véritables problèmes de salubrité. De surcroît, les pluies diluviennes de l'été ont fait s'effondrer sept latrines : un coup dur pour les élèves.

En collaboration avec l'Association Michel et les responsables de l'école, le CEAS a entrepris de mettre à niveau les infrastructures



La reconstruction des latrines de l'école St-Dominique de Zongo était une urgence absolue pour les élèves.
(Photo : B. Compaoré/ CEAS)

de base de l'école. Ces actions seront couplées à un programme de sensibilisation à l'importance d'un lavage soigné des mains pour éviter la propagation de maladies hydriques (diarrhées, choléra par exemple). De même, une véritable stratégie de gestion des déchets et des boues de vidange (pour les latrines) a été élaboré. Une cinquantaine de poubelles seront installées et leur enlèvement sera planifié avec la commune.

Enfin, grâce à l'élan de solidarité qui s'est manifesté autour de ce projet, les travaux de reconstruction des sept latrines effondrées ont pu démarrer en fin d'année. Leur mise en service aura lieu dans le premier trimestre 2019, au grand soulagement des enfants et des enseignants.



Le Moringa comme rempart contre la malnutrition

Transformation agro-alimentaire

Parce que la sous-alimentation chronique touche encore 870 millions de personnes.

Parce qu'un tiers des denrées alimentaires mondiales se perd sur le parcours du champ à l'assiette. Et parce que la transformation locale des aliments procure du travail et des revenus.

Au Burkina Faso, le CEAS combine désormais actions de coopération à long terme et aide d'urgence à la nutrition. En 2018, 1800 paysannes et paysans ont amélioré leurs capacités de production agricoles grâce à la maîtrise de nouvelles pratiques agroécologiques. En parallèle, la mise au point de recettes et la distribution de bouillies à base de Moringa sont utilisées comme remparts contre la malnutrition qui touche le Nord et l'Est du pays.

Depuis 2015, le Burkina Faso est en proie à une insurrection terroriste qui paralyse une partie du pays, provoque des vastes mouvements de populations et nuit gravement à son développement. Dans ces conditions, le CEAS voit certains de ses projets de coopération à long terme intégrer des aspects d'urgence humanitaire. C'est le cas, du programme intitulé « renforcement de la résilience des communautés vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones septentrionales au Burkina Faso ». Mené en collaboration avec 10 ONG nationales et internationales, il comporte deux volets distincts. Le premier, consiste en une action directe immédiate qui vise à lutter contre la faim dont souffrent les populations les plus vulnérables du Nord et de l'Est du pays. Le second, consiste en une action à moyen et long termes dans les domaines de l'agriculture durable, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Ceci, dans l'optique de s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la pauvreté.

Humanitaire et renforcement de la résilience

Pour le premier volet, le CEAS intervient directement dans la mise au point de formules de bouillies à base de Moringa pour les enfants atteints ou exposés aux risques de malnutrition. Les feuilles de cet arbre originaire d'Inde sont en effet très riches en protéines, en calcium, en potassium, en fer et en vitamines A et C.

Suite à un diagnostic participatif avec les bénéficiaires, cinq recettes à base de produits locaux enrichies au Moringa ont ainsi été développées dont une bouillie de sorgho au poisson et Moringa et une bouillie de petit mil, haricot et Moringa.

En parallèle, le CEAS œuvre au développement des capacités de production agricoles des ménages pauvres par leur formation aux pratiques agroécologiques. Dépourvus de moyens financiers nécessaires à l'achat d'intrants chimiques, ces derniers sont très enclins à découvrir et expérimenter des pratiques agroécologiques, à même d'accroître considérablement le fruit de leurs récoltes et de lutter contre l'érosion de leurs sols.

En 2018, le CEAS a contribué à former 12 animateurs endogènes issus des associations locales bénéficiaires et 22 agents des services techniques régionaux. Au total, 1'800 producteurs-trices ont adopté les pratiques agroécologiques enseignées et les utilisent sur leurs parcelles.

Dès 2019, le CEAS va intensifier ses actions de lutte contre la malnutrition par la promotion du Moringa, en travaillant sur toute sa chaîne de production : de sa culture à son intégration dans des programmes communautaires et scolaires en passant par son séchage et sa conservation.



La poudre de Moringa constitue un complément alimentaire extrêmement riche (Photo : J. Nkidiaka /CEAS)





2'021

femmes &

1'931

hommes
utilisent désormais
l'agroécologie pour
améliorer leurs récoltes



La conservation des denrées alimentaires : un défi majeur

La pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire à Madagascar restent extrêmes. Dans ce contexte, le CEAS et ses partenaires sur place soutiennent des familles paysannes afin qu'elles puissent mieux vivre des fruits de leurs récoltes. Cela passe par l'utilisation de techniques agroécologiques éprouvées, par la maîtrise de techniques de transformation agroalimentaire et par un appui ciblé aux marchés.

Selon la Banque mondiale, le niveau de pauvreté à Madagascar s'établirait en 2018 à 75%. Cela signifie que 3 personnes sur 4 survivent avec moins de 1.90 \$ par jour, faisant du pays l'un des plus pauvres du monde. C'est également le quatrième pays où le taux de malnutrition chronique est le plus élevé, avec un enfant sur deux de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance.

Dans ce contexte, le CEAS travaille avec plusieurs partenaires, dans le but d'améliorer la résilience des populations rurales. Parmi eux, Agrisud International s'est spécialisé dans l'appui aux très petites entreprises familiales, en particulier dans le secteur agricole.

Dans la région Itasy, Agrisud forme et accompagne des maîtres-exploitants locaux. Ces derniers diffusent des pratiques agroécologiques qui améliorent les rendements agricoles, tout en régénérant les sols. En parallèle, le CEAS met à profit son expérience en matière de transformation agroalimentaire, afin d'augmenter la durée de conservation et la valeur des produits récoltés. Cette collaboration répond ainsi à un double objectif : améliorer la sécurité alimentaire et générer des revenus complémentaires pour les familles visées.

Une pépinière d'entreprises agricoles

Au cœur de ce dispositif, un centre de formation a été mis sur pied. Géré par le Centre Régional de Formation Professionnelle Agricole (CRFPA), il a été imaginé comme une pépinière de petites entreprises locales. En 2018, le CEAS a concentré son attention sur l'architecture du bâtiment. Afin de respecter le principe de marche en avant (qui vise à garantir des conditions d'hygiène optimales), ce dernier a été construit en forme de U: une aile pour la transformation du maïs et du manioc, l'autre pour les fruits, alors que la partie commune abrite



Aux côtés des deux collaborateurs du CEAS, huit des vingt stagiaires inscrits pour 2019 ont découvert leur lieu de formation. (Photo : D. Schneider/ CEAS)

les bureaux des deux responsables techniques et administratifs ainsi que les sanitaires. La première volée de 20 stagiaires sont déjà inscrits pour une formation de trois mois qui débutera en février 2019.

Nouvel acteur pour la mise en réseau

En parallèle, en collaboration avec l'association malgache PATMAD, le CEAS poursuit son suivi des sécheuses et sécheurs de fruits et légumes formés par le passé. 10 groupements sont désormais unis au sein du groupement d'intérêts économique appelé VMM. Ce réseau leur permet de se mettre ensemble lorsqu'il s'agit de s'approvisionner en fruits frais ou pour commercialiser les produits finis. A la fin de l'année, une grosse commande de litchis séchés a ainsi pu être honorée grâce à un système de sous-traitance organisé entre les membres du réseau. Un agent commercial a par ailleurs été recruté. Il lui revient d'animer ce nouveau réseau.



1'913

bénéficiaires directs
sur 8 quais de pêche

Transformation du poisson : une nouvelle étape franchie

Cela fait dix ans que le CEAS travaille à l'amélioration des conditions de travail et de vie des transformatrices de poissons du Sénégal. En 2018, une étape importante a été franchie, avec la concrétisation d'un plan d'aménagement validé par les autorités, ouvrant la voie à son intégration sur n'importe quel quai de pêche. Ce dernier intègre les séchoirs solaires développés spécialement pour cette filière et permet d'améliorer considérablement les conditions d'hygiène sur place.

Situé à 80 kilomètres au Sud de Dakar, le village de Mballing vit essentiellement des produits de la pêche. Depuis 2014, un groupement de femmes a participé au développement d'un séchoir à poissons qui assure à ses membres une amélioration significative de la qualité des produits finis et des pertes divisées par deux. Depuis fin 2018, leurs conditions de travail se sont encore améliorées grâce à l'inauguration d'une aire de traitement qui sert déjà de modèle dans tout le pays.

Les 200 femmes du groupement Bok Liggeey de Mballing furent les toutes premières à tester les séchoirs à poissons « Kiraye » développés par le CEAS en 2008. C'est grâce à leurs commentaires et suggestions que cette technologie a pu être affinée et diffusée le long de la côte du Sénégal dès 2014.

Mais, si la qualité des séchoirs est importante, les responsables du groupement nous ont aussi aidés à comprendre qu'il fallait faire un pas de plus et améliorer l'ensemble de la zone de traitement du poisson. Accompagnés par Yacinthe Diop, expert à l'Institut Technique Alimentaire de Dakar (ITA), le CEAS a planché sur un plan d'aménagement type, qui permettrait d'améliorer notablement la salubrité

des quais de pêche du pays. Une démarche participative a permis d'élaborer un plan qui a reçu l'aval de la Direction des Industries de la Pêche au mois de novembre 2018. Pièce centrale de ce plan, un bâtiment regroupant sous le même toit sept salles, dont un vestiaire, des salles de lavage, de parage et de fermentation. « Elles se succèdent dans l'ordre des opérations de préparation du poisson. Cela permet d'éviter tout retour en arrière de la marchandise et donc toute contamination » explique Yacinthe Diop. Pour assurer une utilisation optimale des installations, des formations ont en outre été dispensées par M. Diop. Grâce à ses conseils, les femmes de Mballing se sont rapidement approprié leur nouvel outil de production et les premières commandes ont pu être honorées.

Le plan d'aménagement étant validé par les autorités compétentes, sa diffusion devrait être facilitée, à commencer par les sept autres quais de pêche déjà équipés des séchoirs « Kiraye ».

En Casamance aussi

Dans le village pêcheur de Kafountine, les membres de l'Union des femmes transformatrices de Kafountine (UFTK) ont elle aussi sensiblement amélioré leurs conditions de travail ainsi que la qualité de leurs produits finis. Premières bénéficiaires de séchoirs Kiraye en Casamance, elles ont suivi, en 2018, plusieurs formations destinées à améliorer la défense de leurs intérêts. Neuf mois durant, elles ont ainsi pris des cours de lecture et d'écriture en Wolof, leur langue maternelle. Vingt d'entre elles ont également choisi de suivre une formation accélérée en bases de gestion d'une petite entreprise.

L'UFTK a également bénéficié d'un coup de pouce au niveau de ses infrastructures. Un magasin pour le stockage des produits finis a ainsi été construit. Leur lieu de travail a été muni d'un système d'éclairage photovoltaïque, afin que les femmes puissent travailler en sécurité à l'aube et au crépuscule. Enfin, elles ont contribué à des essais en vue d'améliorer les infrastructures de fumage du poisson qu'elles utilisent. Ces tests se poursuivront avec le concours de la Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud (HEIG-VD).



Les transformatrices de poisson de Mballing sont les premières à bénéficier d'une aire de traitement complètement aménagée (photo : Birahima Dramé)





28'635

personnes ont été sensibilisées depuis 2017

3'126

personnes reçoivent le journal du CEAS



Soyons le changement que nous voulons pour le monde

Sensibilisation de la population

Parce que le 90% de la population suisse souhaite maintenir ou augmenter le budget national consacré à la coopération internationale mais seulement 61% des élus à Berne.

Parce que les écolier.ères et étudiant.e.s d'aujourd'hui sont les décideurs et décideuses de demain.

Les grands défis mondiaux ne connaissent pas de frontière. Inégalités sociales, accès aux services de base, production et consommation équitable, gestion des ressources de la planète nous concernent toutes et tous. Chacun.e doit être conscient.e de sa capacité à incarner le changement qu'il ou elle souhaite. C'est pourquoi il est essentiel que le CEAS et ses associations de soutien poursuivent leur travail de sensibilisation. Une démarche militante qui peut compter sur de nombreux bénévoles.

L'année 2018 a été ponctuée d'événements forts auxquels le CEAS a participé. Après notre gala annuel qui a vu plus d'une centaine de personnes affluer sur le bateau «Le Fribourg» à Neuchâtel, la co-organisation de deux ateliers pour spécialistes a mobilisé les collaborateurs du CEAS. (voir ci-dessous)

Plus de trois mille personnes reçoivent chaque trimestre le magazine Déclis (Impuls en allemand) édité par le CEAS. Ces sympathisants sont également informés via une newsletter électronique ainsi qu'à travers une page Facebook, alimentée de plus en plus par nos collègues en Afrique. Sur le terrain, les trois comités de soutien au CEAS s'activent pour engager différents publics à réfléchir sur leur capacité à devenir des acteurs de changement positifs.

Du côté de Neuchâtel, l'ASCEAS-NE (Association de soutien au CEAS) s'est notamment mobilisée tout au long de l'année aux côtés du Jardin botanique de la ville qui a fêté son 20e anniversaire.

Traverse thématique sur des essences africaines et leur utilisation, stands d'animation et concours, les occasions d'échanges ont été nombreuses. Ceci, en plus des manifestations habituelles dans lesquelles l'association s'est investie.

Dans le canton de Vaud, l'ASCEAS-VD a relancé le concept d'un souper de soutien. Ce dernier s'est déroulé à la Maison du blé et du pain d'Echallens et a attiré plusieurs dizaines de sympathisants. Le comité gère également les relations avec la Fédération vaudoise de coopération et a une nouvelle fois participé au Noël solidaire organisée par cette dernière.

A Genève enfin, l'ASCEAS-GE poursuit l'action Robin des Watts en collaboration avec l'association Terragir. Ensemble, ils accompagnent des classes dans leurs réflexions sur l'accès et la consommation d'énergies renouvelables.

Profiter des meilleures pratiques de chacun

Au mois d'avril, une cinquantaine de professionnels actifs dans la coopération au développement se sont retrouvés en marge du salon Energissima, sur invitation de EPFL et du CEAS. Chercheurs, praticiens et représentants de la société civile ont partagé leurs expériences autour d'une question clef : comment passer d'un projet pilote à succès à une démarche élargie, capable de toucher un nombre important de bénéficiaires. Les échanges permettront à chacun de s'inspirer des meilleures pratiques en la matière.

Au mois de juin, une démarche similaire a été entreprise en collaboration avec la fédération neuchâtoise de coopération – Latitude 21 – et l'Université de Neuchâtel et le CEAS. Grâce à la présence de Désiré Yameogo, président de l'Interprofession du miel et de la filière apicole du Burkina Faso, c'est son domaine d'activité qui a servi de fil rouge aux débats nourris.



Finances - Bilan de clôture

A l'issue de cet exercice 2018 qui se solde par un résultat positif de CHF 5'995.50 et qui s'appuie sur un capital de CHF 210'000.-, nous sommes heureux de pouvoir informer nos partenaires, donatrices et donateurs que la santé de la fondation du CEAS est bonne. Il ne s'agit cependant pas de se reposer sur ses lauriers, surtout à la veille des nouveaux défis institutionnels qui s'annoncent pour les ONG suisses.

Sur le plan administratif et comptable, l'année 2018 a été très chargée et a nécessité un regain d'énergie et de moyens pour assumer le changement de logiciel comptable qui est intervenu au début de l'exercice 2018 : nous avons même été amené à renforcer le staff en termes de compétences et d'expériences en début 2019. Le rapport de l'organe de révision nous a permis de clore le processus de bouclage et contrôle des comptes 2018 : le Conseil de fondation a donné décharge au service comptable et à la direction.

Après une année 2017 légèrement en retrait de l'exercice 2016, l'exercice que nous présentons dans ces pages s'inscrit dans une croissance institutionnelle positive en termes de résultats, mais bien maîtrisée en matière de ressources humaines, avec des charges administratives limitées à 12,1%. Nous sommes très heureux d'enregistrer un exercice positif de CHF 5'995.50 qui compense le résultat négatif de 2017. Il faut par ailleurs relever le nouveau record des contributions reçues et affectées aux projets qui dépassent les CHF 3 millions pour un total des produits de 3'803'000.- soit une augmentation de plus de 30% de l'exercice précédent.

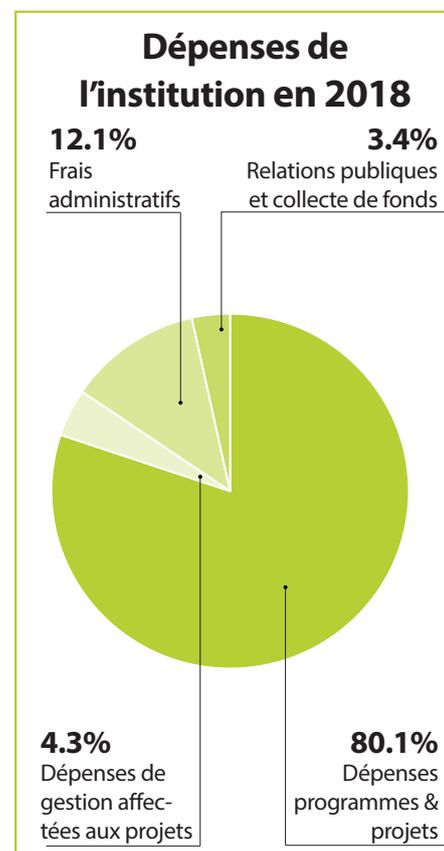
Toute notre gratitude va à nos donatrices et donateurs privés et collectifs, nos partenaires européens ainsi qu'évidemment à nos bailleurs institutionnels qui ont largement soutenu nos projets et ceux de nos partenaires. Plusieurs se sont manifestés en fin d'année pour des projets spécifiques, ce qui a nécessité quelques ajustements du passif du bilan : près de CHF 200'000.- ont été versés à nos partenaires début 2019, pour des projets qui avaient commencé en 2018.

BILAN DE CLÔTURE EN CHF

ACTIF	2018	2017
ACTIF CIRCULANT	776 061.36	740 398.52
Disponible en CHF	311 078.36	271 533.96
Disponible en devises	102 190.48	157 859.58
Titres	83 917.40	88 687.46
Stock de marchandises	22 282.00	23 709.00
Créances	202 185.73	180 742.50
Compte de régularisation actif	54 407.39	17 866.02
ACTIF IMMOBILISE	33 641.77	6 733.02
Immobilisations corporelles	33 641.77	6 733.02
TOTAL DE L'ACTIF	809 703.13	747 131.54
PASSIF		
CAPITAUX ETRANGERS A COURT TERME	199 498.10	30 432.71
Créanciers d'exploitation	1 376.90	7 331.14
Comptes de régularisation passif	197 921.20	18 901.57
Provisions	200.00	4 200.00
CAPITAL DES FONDS (AFFECTES)	363 357.61	449 246.91
Gestion des projets en cours	363 357.61	449 246.91
FONDS LIBRES	246 847.42	267 451.92
Fonds projets	0	26 600.00
Fonds renouvellement des équipements	20 307.90	20 307.90
Réserve statutaire	10 000.00	10 000.00
Réserve réglementée	0	0
Capital	210 544.02	217 573.33
Résultat de l'exercice (bénéfice)	5 995.50	-7 029.31
TOTAL DU PASSIF	809 703.13	747 131.54

Finances - Compte d'exploitation

COMPTE D'EXPLOITATION	2018	2017
PRODUITS		
Contributions reçues pour projets	3 090 029.21	2 418 774.12
Indemnités de gestion de projets affectées	-47 897.75	-44 864.91
Contributions affectées aux projets	3 042 131.46	2 373 909.21
Contributions reçues pour la gestion	235 847.80	212 531.41
Produits de prestations fournies	525 260.07	302 729.48
TOTAL DES PRODUITS	3 803 239.33	2 889 170.10
DÉPENSES		
Contributions affectées aux projets	3 042 131.46	2 373 909.21
Variations des fonds affectés	85 889.30	-134 164.35
Dépenses programmes & projets	3 128 020.76	2 239 744.86
Salaires et charges sociales	7 895.47	53 970.65
Frais de déplacement & voyages en missions	32 313.29	23 945.56
Frais de fonctionnement des bureaux de coord. au Sud	129 289.81	72 558.81
Dépenses de gestion affectées aux projets	169 498.57	150 475.02
Total des dépenses opérationnelles	3 297 519.33	2 390 219.88
Salaires, honoraires et charges sociales (total)	725 424.36	690 508.06
Salaires affectés aux autres tâches	-351 512.14	-503 270.43
Salaires, honoraires et charges sociales (admin)	373 912.22	187 237.63
Fournitures de bureau, documents, copies	7 286.50	6 743.50
Frais de bureau, entretien, assurances	40 464.18	40 210.84
Honoraires de tiers, fiduciaire	6 317.36	6 091.60
Déplacements, accueil, représentation, repas	5 825.00	13 669.45
Communications, expéditions et divers	5 067.95	5 272.95
Amortissements	32 665.30	2 357.30
Frais administratifs	471 538.51	261 583.27
Information, communication, acquisition	42 536.34	41 902.97
Déplacements et divers	4 609.75	4 494.25
Salaires et charges sociales	87 114.50	90 320.15
Relations publiques / collecte de fonds	134 260.59	136 717.37
TOTAL DES DÉPENSES	3 903 318.43	2 788 520.52
Résultat de l'activité ordinaire	-100 079.10	100 649.58
Résultat financier	-14 950.41	18 204.44
Résultat Boutique	10 302.62	8 015.59
Résultat Immeubles	-5 766.91	3 665.43
Résultat avant affectation de fonds	-110 493.80	130 535.04
Résultat des fonds affectés	85 889.30	-134 164.35
Résultat des fonds libres	26 600.00	-
Résultat des provisions	4 000.00	-3 400.00
RÉSULTAT ANNUEL	5 995.50	-7 029.31



Le CEAS est certifié par le label ZEW0



Le label de qualité atteste:

- d'un usage conforme au but, économique et performant de vos dons
- d'informations transparentes et de comptes annuels significatifs
- de structures de contrôle indépendantes et appropriées
- d'une communication sincère et d'une collecte équitable des fonds

Rapport d'audit



Rapport de l'organe de révision sur le contrôle restreint au Conseil de fondation de la Fondation du Centre Ecologique Albert Schweitzer (ceas) Neuchâtel

En notre qualité d'organe de révision, nous avons contrôlé les comptes annuels (bilan, compte d'exploitation, tableau de variation du capital et annexe (pages 1 à 8)) de la Fondation du Centre Ecologique Albert Schweitzer (ceas) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018. Conformément aux dispositions de Swiss GAAP RPC 21, le rapport de performance (pages 9 à 14) n'est pas soumis au contrôle de l'organe de révision.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels conformément à la Swiss GAAP RPC, à la loi suisse et à l'acte de fondation ainsi qu'aux règlements incombe au Conseil de fondation alors que notre mission consiste à contrôler ces comptes. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément et d'indépendance.

Notre contrôle a été effectué selon la Norme suisse relative au contrôle restreint. Cette norme requiert de planifier et de réaliser le contrôle de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées. Un contrôle restreint englobe principalement des auditions, des procédures de contrôle analytiques ainsi que des vérifications détaillées appropriées des documents disponibles dans l'organisation contrôlée. En revanche, des vérifications des flux d'exploitation et du système de contrôle interne ainsi que des auditions et d'autres opérations de contrôle destinées à détecter des fraudes ne font pas partie de ce contrôle.

Lors de notre contrôle, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que les comptes annuels ne donnent pas une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats en conformité avec les dispositions de Swiss GAAP RPC. En outre, nous n'avons pas rencontré d'élément nous permettant de conclure que les comptes annuels ne sont pas conformes à la loi suisse et à l'acte de fondation ainsi qu'aux règlements.

PricewaterhouseCoopers SA

 
Aude Joly

Expert-réviseur
Réviseur responsable

Neuchâtel, le 18 juin 2019

 
Christopher Belotti

PricewaterhouseCoopers SA, place Pury 13, case postale, 2001 Neuchâtel 1
Téléphone: +41 58 792 67 00, Téléfax: +41 58 792 67 10, www.pwc.ch

PricewaterhouseCoopers SA est membre d'un réseau mondial de sociétés juridiquement autonomes et indépendantes les unes des autres.

Sans le soutien généreux de nos donatrices et donateurs : fondations, entreprises, collectivités publiques et particuliers, il nous serait impossible de mener à bien notre mission. Nous tenons à leur exprimer notre profonde gratitude.

En plus des bailleurs cités en page 23, les institutions suivantes nous ont également apporté leur confiance et leur soutien en 2018 :

Agence générale Prévoyance et Patrimoine Axa Neuchâtel - Association suisse Albert Schweitzer - Magasin du Monde de Neuchâtel - Evolution Notebook Sàrl - Kirchgemeinde Meiringen - Gemeinde Oberglatt - Solidarité'eau - Fondation Michel - Senn Automobiles SA - GD Architectes - Solidarité'eau Suisse.

Nous tenons à disposition l'intégralité de nos comptes et leurs annexes tenus selon les normes Swiss GAAP RPC21. Ils ont été révisés le 18 juin 2019 par PricewaterhouseCoopers à Neuchâtel et sont disponibles en téléchargement libre sur notre site Internet www.ceas.ch.

Le rapport d'audit atteste également que les dispositions relatives au label de qualité de la Fondation Zewo sont respectées.



Gâce à vous, nous nous engageons pour un monde plus juste et respectueux de la planète.



Photo : P. Kohler / CEAS

Un très grand merci à nos partenaires qui soutiennent l'impression de ce rapport afin que nous puissions concentrer nos moyens financiers sur les bénéficiaires de nos projets.



Agence générale
Prévoyance &
Patrimoine
Corrado Gioia

Rue St-Honoré 2, 2001 Neuchâtel
Téléphone 032 723 04 03
corrado.gioia@axa.ch



magasins du monde
solidaires au quotidien
Rue du Château 2, CH-2000 Neuchâtel



evolution
notebook
evo.ch

evolution notebook sarl
rue des draïzes 79
2000 neuchâtel
tél. 032 710 16 16
info@evo.ch
www.evo.ch